

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ficcobono (pour le Sud-Est).

Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 Fb • Suède : 2,25 Kr
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L
• Grèce : 22 Dr. • Suisse : 1 Fs
• Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar
• Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**Crime raciste
à Marseille**

Lire page 4

Le XIe Congrès a élu une nouvelle direction 10 militaires sur 23 au bureau politique du PC chinois

Lire page 2

IL Y A NEUF ANS, LES CHARS RUSSES ENTRAIENT A PRAGUE

**Un appel de 70 signataires
de la Charte 77**

A l'occasion du IX^e anniversaire de l'intervention des chars soviétiques en Tchécoslovaquie, soixante-dix personnes, signataires de la Charte 77, ont lancé un appel en faveur de leurs camarades emprisonnés depuis le début de l'année. Leur pétition mentionne les cas de Jiri Lederer, Ota Ornest, Alès Brezina, ainsi que ceux de Vaclav Havel et Frantisek Pavlicek remis tous deux en liberté provisoire après plusieurs mois de détention.

La pétition affirme que tous « sont poursuivis pour avoir agi selon leur conscience : si les droits de l'homme étaient réellement préservés en Tchécoslovaquie, aucun d'entre eux ne serait traduit en justice car ils n'ont commis aucun délit », concluent les signataires de l'appel.

«Marx est vivant»

« Rouge » est un journal sérieux. Et il le prouve. Certaines nouvelles, hautement fantaisistes, font état de la mort, vendredi à Los Angeles, de Groucho Marx, âgé de 87 ans. Estimant que les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures, Groucho Marx a décidé de révéler aujourd'hui les raisons de sa supercherie. « Rouge », en tant que journal marxien-révolutionnaire est très fier de l'interview que Groucho Marx a bien voulu lui accorder.

• Groucho, pourquoi avez-vous annoncé la nouvelle de votre mort ?

— A cause de Presley. On ne parlait que de lui. OK ! Il a marqué une génération. Mais Chico, Harpo et moi, qu'est-ce qu'on a marqué hein ? Hitler, Staline, Mussolini, qui c'est qui les a formés ? Et Carter, Ford, Nixon, ce sont tous des enfants de Marx et de Coca-Cola !

• Certains vous accusent, depuis 1947 et votre dernier film en tant que Marx Brothers, « la Pêche au trésor », de faire de la télévision alimentaire et d'être devenu un ringard ?

— La publicité alimentaire, c'est encore le meilleur moyen de ne pas mourir de faim. (NDLR : authentique.)

• Groucho, d'où tenez-vous vos cigares ?

— De Cuba, c'est Fidel qui me les conserve dans ses caves. C'est d'ailleurs la raison des relations diplomatiques difficiles entre les Etats-Unis et Cuba.

Mais je n'ai jamais été communiste, mon percepteur me l'interdit.

• Est-ce que la parenté de nom avec Karl Marx vous a gêné dans votre carrière ?

— Oui, il m'a fait du tort. C'est ce qui m'a brouillé avec Joseph.

• Joseph ?

— Staline. Il ne s'est jamais tout à fait remis à l'idée que l'un des Marx était toujours vivant.

• Groucho, nos lecteurs sont très intéressés par vos opinions politiques. Vous avez connu Staline. Que pensez-vous du Goulag ?

— Je préfère les éclairs au chocolat...

• !?!?!? Groucho, on disait que vous étiez terriblement phallosocrate ?

— Le docteur m'a dit que si j'avais été une fille, ce ne me serait pas arrivé.

Propos recueillis
par J.M. Masson

Lire page 6

20 000 manifestants se heurtent à la police à San Sebastian

LIBEREZ APALATEGUI !

Près de vingt mille personnes ont participé samedi à une manifestation à San Sebastian en Euskadi contre la menace d'extradition qui pèse sur le militant d'ETA, Miguel Angel Apalategui, toujours détenu à la prison des Baumettes. Des affrontements se sont produits alors que le cortège approchait du consulat de France, au moment où les forces de l'ordre très nombreuses ont chargé les manifestants. Dix-sept personnes ont été blessées, dont sept policiers. Cinq des blessés, des manifestants sont toujours hospitalisés et souffrent

de traumatismes crâniens et de fractures. L'un d'entre eux, qui a reçu une balle de caoutchouc dans les fosses nasales est dans un état grave.

Le centre de San Sebastian présente un aspect de désolation. Plusieurs vitrines ont été brisées, des voitures calcinées, que les manifestants avaient placées en travers des rues pour entraver les charges policières, témoignent de la violence des affrontements.

Quarante-deux personnes ont entamé depuis vendredi une grève de la faim pour exiger la libération

d'« Apala ». Quatre prisonniers basques détenus à la prison de Martutene et douze autres personnes qui se sont « enfermées » dans l'église Santa Maria de San Sebastian ont suivi le mouvement samedi.

Une manifestation réunissant huit cents personnes s'est déroulée dimanche en début d'après-midi, durant près d'une heure, sur le pont-frontière Saint-Jacques à Hendaye, en zone française. Les manifestants venaient d'Irun, de l'autre côté de la frontière où s'était déroulée

une manifestation plus importante pour réclamer la liberté pour Apalategui. Les manifestants d'Hendaye ont fini par repasser de l'autre côté de la frontière, non sans avoir remplacé les drapeaux français et espagnols par des drapeaux basques.

Pendant ce temps-là, à Marseille, on apprenait que le militant basque détenu à la prison des Baumettes et qui est en grève de la faim depuis maintenant trois semaines serait transféré dès aujourd'hui lundi à l'infirmerie de la prison, vu son état de santé.

ULTIMATUM AU BOURDIGOU



Au Bourdigou le 7 juin

Mobilisation !

Au Bourdigou (ce village « sauvage » de vacances, comme le qualifiait l'AFP, qui avait déjà été évacué par d'importantes forces de gendarmerie, « manu militari », le 7 juin), les flics sont venus hier matin pour ordonner au comité de détruire les baraques reconstruites. Ils seraient décidés à revenir ce matin y mettre le feu et vider les récalcitrants si l'ordre n'était pas exécuté. Le Comité de défense et d'action du Bourdigou appelle à l'occupation immédiate et massive afin d'empêcher la destruction.

Rappelons que le Bourdigou est situé entre Canet et Barcarès, à 11 km de Perpignan.

UNE POLEMIQUE BIEN CONTROLÉE

Nouvelle étape dans le débat PC-PS

Pendant que la majorité s'efforce, avec quelques difficultés, de construire une coalition présentable pour les prochaines élections, les mois d'été auront été dominés au niveau des appareils politiques de la polémique PC-PS. Désormais et de façon quotidienne, « le Monde » ou « le Matin » publient un article d'un dirigeant socialiste suivi le lendemain par une réponse de « l'Humanité ». Depuis soixante jours, cette agaçante routine se prolonge sur des thèmes connus alors que jamais l'enjeu du débat n'apparaît clairement.

Les travailleurs suivent ce ballet avec malaise et se demandent où leurs diri-

geants les entraînent dans ce débat de sourds où l'on a fortement l'impression que les dés sont pipés.

Ce matin dans « l'Humanité », la querelle rebondit par une réponse de G. Marchais à la lettre ouverte de l'économiste Roger Priouret qui adjurait le secrétaire général du PC d'être réaliste et raisonnable et d'accepter une application étagée des mesures sociales du Programme commun pour éviter une poussée inflationniste. La réponse est ferme, apparemment sans appel et bien loin des déclarations du PCI. « Pour ma part, écrit G. Marchais, ma conviction est faite, l'austérité, quelles qu'en soient les for-

mes, est socialement intolérable et économiquement nuisible... Elle est totalement injustifiée. »

Le PS est tourné sur sa gauche et certains pourraient se demander si le PC n'est pas en train de prendre conscience des limites trop étroites du Programme commun. Au mois d'octobre, les yeux s'ouvriront quand le PC signera le nouvel accord dans la droite ligne du précédent. C'est qu'en effet, dans toute cette bataille littéraire, il ne s'agit pas pour lui de signer « un bon programme » anticapitaliste mais tout simplement de recréer un bon rapport de forces à son profit.

Lire page 3

A Chalon-sur-Saône, bombes dans les locaux du PC et du PS

Deux attentats fascistes dans la nuit de samedi et dimanche à Chalon-sur-Saône ont endommagé les permanences du PC et du PS. Le premier, dirigé contre le siège de la fédération du PC, a fait des dégâts très importants, détruisant entièrement les locaux. L'engin déposé au PS a par contre causé des dégâts minimes. Les auteurs de ces attentats — « le Comité d'action fasciste » — en ont promis d'autres dans leur communiqué. Un rassemblement unitaire de protestation a lieu ce soir devant le siège du PC à 18 h 30.

ET POURTANT ELLE TOURNE!

RFA

Sept personnes arrêtées en pleine rue, menacées par des policiers l'arme au poing, contraintes de s'allonger à même le trottoir après avoir été malmenées. Cela se passait à Francfort et les personnes arrêtées ne sont pas toutes identifiées parce que la police ne reconnaît pas encore officiellement les avoir arrêtées.

Ce que l'on sait, par contre, c'est que l'une des personnes est M^r Armin Newerla, membre du cabinet d'avocats de M^r Klaus Croissant, avocat de la Fraction armée rouge (RAF) et que les autres personnes sortaient d'une réunion préparatoire à la tenue d'un « Tribunal Russel » consacré aux atteintes aux droits de l'homme en RFA.

On apprenait en même temps que Andreas Baader et Jan-Karl Raspe, deux des grévistes de la faim de la RAF, avaient déjà eu plusieurs collapsus et que leur cerveau n'était plus régulièrement irrigué.

SAHARA OCCIDENTAL

Le roi Hassan II a révélé dans une émission radiotélévisée que les armées marocaine et mauritienne avaient procédé ces derniers jours à des manœuvres militaires de grande envergure au Sahara.

Un quart des effectifs militaires globaux engagés au Sahara ont participé à ces manœuvres, qui ressemblent plus à une vaste opération militaire contre le Polisario qui n'a donné aucun résultat, qu'à un exercice d'entraînement proprement dit.

L'accord de défense mutuelle signée le 13 mai dernier entre le Maroc et la Mauritanie permet à l'armée marocaine de stationner en territoire mauritanien. Zouerate et Bir Moghreïn ont donc vu s'installer l'armée marocaine venue relayer les troupes mauritaniennes qui s'étaient révélées d'une prodigieuse inefficacité lors des deux raids des Sahraouis sur le centre industriel de Zouerate.

IRLANDE

Un commando d'une dizaine d'hommes armés a investi dimanche un poste de police irlandais, près de la frontière avec l'Ulster, pour s'emparer de documents sur l'activité de l'IRA (provisoire).

Les dix hommes ont débarqué d'un minibus et neutralisé les quatre policiers du poste, dont ils ont détruit toutes les installations de radio et de téléphone avant de repartir vers la frontière, distante d'une dizaine de kilomètres.

COLOMBIE

Les quatre principales centrales syndicales ont réaffirmé samedi leur intention de déclencher une grève nationale pour protester contre la hausse du coût de la vie.

De son côté, la Confédération syndicale des travailleurs de Colombie (CSTC), où l'influence du PC est prépondérante, exige la levée de l'état de siège, la mise en place d'une réforme agraire et une augmentation générale des traitements et salaires.

Bien que la date de la grève n'ait pas encore été fixée, le gouvernement l'a d'ores et déjà déclaré illégale. La préparation des prochaines élections présidentielles n'en suit pas moins son cours.

REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La composition du comité central et du BP du PCC

LE ROLE ACCRU DES MILITAIRES ET DES « TECHNICIENS »



Le fusil, bâton de vieillesse des épigones...

La composition du XI^e comité central et du bureau politique élus à l'issue des travaux du XI^e Congrès du Parti communiste chinois marque, avec l'entrée en force des « militaires » et des « techniciens », le succès de la nouvelle orientation défendue par le président Hua Kuo-feng et le vice-président Teng Hsiao-ping depuis la mort de Mao et la liquidation de la « bande des quatre ».

40 % des membres du comité central ont été renouvelés tandis que plusieurs dirigeants militaires, certains limogés sous la Révolution culturelle, font leur rentrée.

Près de 80 des 195 membres de plein droit du X^e comité central de 1973 sont éliminés. Cette purge en profondeur touche un grand nombre de personnalités convaincues d'avoir suivi la politique de la « bande des quatre ». C'est le cas du jeune vice-Premier ministre Sun Chien, d'une vice-présidente de l'Assemblée nationale populaire, Li Su-wen ainsi que de l'ancien commandant de l'armée de l'air, Ma Ning.

De nombreux chefs militaires évincés pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP) font une rentrée remarquée : c'est le cas du général Lo Jui-ching, ancien chef d'état-major de l'armée et première grande victime de la GRCP, du général Wang En-mao, récemment placé à la direction du parti dans la province de Kirin, du général Heiao Hua, ancien directeur du département politique de l'armée et secrétaire du parti dans le Kansu, ainsi que du général Nieh Feng-chih, nommé dernièrement commandant de l'importante région militaire de Nankin.

Plusieurs des autres nouveaux

membres du comité central sont également des militaires.

Maréchaux, nous voici...

Le nouveau bureau politique reflète aussi cette « militarisation ». Si à l'exception des quatre membres de la « bande des quatre », les treize membres encore vivants du précédent bureau politique s'y retrouvent, les militaires voient leur poids renforcé, ils sont maintenant dix sur vingt-trois.

Les nouveaux promus militaires sont l'amiral Su Chen-hua, soixante-huit ans, commandant de la marine nationale et qui a remplacé en octobre dernier Chang Chun-chiao, l'un des « quatre », comme premier secrétaire du parti à Shanghai dont il préside également le comité révolutionnaire. Autre promu : le général Chang Ting-fa, commandant de l'armée de l'air chinoise où il a remplacé le général Ma Ning, limogé du comité central pour sa collusion avec les « quatre ». Le maréchal Nieh Jung-chen, soixante-dix-huit ans, entre au bureau politique ainsi que le maréchal Hsu Hsiang-chien, vice-président de l'Assemblée nationale populaire.

Les autres militaires présents au bureau politique, sans compter le chef d'état-major (civil) Teng Hsiao-ping, sont les maréchaux Yeh Chien-ying, vice-président du comité central, et Liu Po-cheng dont l'état de santé lui interdit toute activité publique, ainsi que les généraux Li Teh-sheng, Chen Hsi-lien (commandant la région militaire de Pékin et vice-Premier ministre) et Hsu Shih-yu (commandant la région militaire de Canton).

On remarque aussi l'irrésistible ascension de l'ancien garde du corps en chef de Mao, Wang Tung-hsing, spécialiste de la « sécurité publique » et qui devient vice-président du comité central où il assumera sans doute les fonctions de responsables de la police et des services secrets de feu Kang Cheng. La promotion de Wang Tung-hsing n'est sans doute pas étrangère à son rôle en octobre 1976 dans l'arrestation des partisans du « gang des quatre ».

Un petit Lip en Catalogne

Les ouvriers de l'usine de confection Eurostil située à Santa Coloma de Granet, près de Barcelone, qui occupent leurs ateliers depuis près de deux mois ont décidé de vendre eux-mêmes les vêtements qu'ils produisent. « Nous avons décidé de reprendre la production et d'effectuer nous-mêmes la vente du produit de notre travail pour pouvoir subsister et continuer la lutte », a expliqué l'un des porte-parole des grévistes.

Seules deux des trois chaînes de l'usine ont été remises en marche car le reste du personnel en lutte se consacre aux tâches de propagande. Les travailleurs d'Eurostil travaillent ainsi cinq heures par jour et fabriquent cinquante costumes, ce qui permet à chacun de gagner 2 500 pesetas (150 F) par semaine.

Les ouvriers s'étaient mis en grève, il y a deux mois, pour des augmentations de salaires et une amélioration de leurs conditions de travail. Si l'on excepte l'exemple d'une fabrique de meubles, également catalane, où les ouvriers avaient contrôlé les stocks, c'est la première fois, depuis la guerre civile, que des grévistes font redémarrer la production pour soutenir la lutte.

Michel Rovere

Monsieur K et l'oncle Hua
ou

Le temps des épigones

Dans son rapport devant les délégués du XI^e Congrès du Parti communiste chinois, le président Hua Kuo-feng a mis l'accent sur la poursuite de la politique étrangère maoïste. Répondant implicitement aux récentes attaques de la direction albanaise, le numéro un chinois a de nouveau pris fermement position en faveur de la théorie des « trois mondes ».

Il a ainsi préconisé la constitution d'un « front uni le plus large possible » contre « les principaux ennemis dans l'arène internationale ». Cela vise bien sûr l'Union soviétique, qualifiée de « plus dangereuse » des deux super-puissances et dont on sait que le PC chinois fait remonter la dégénérescence « révisionniste » à l'avènement de Khrouchtchev, Monsieur K.

Pourtant l'amateur de paradoxes trouverait bien des similitudes entre les réorientations imposées par Monsieur K et celles de l'Oncle Hua en 1977.

Première coïncidence : l'accentuation du cours droitier de la politique internationale des deux pays. Finies les diatribes maoïstes contre la « coexistence pacifique », à l'époque où le « plus proche compagnon d'armes et successeur désigné de Mao Tse-toung », Lin Piao, projetait à l'échelle mondiale des luttes de libération nationale sa conception de l'encercllement des villes par les campagnes. Le Bangladesh, Ceylan, le soutien au shah d'Iran et à Pinochet, avant l'Angola et aujourd'hui la Somalie, ont été les jalons

de ce déploiement international d'une diplomatie contre-révolutionnaire que Hua Kuo-feng et Ten Hsiao-ping entendent perpétuer.

Deuxième coïncidence : la politique intérieure. En 1956, Monsieur K avait tracé la « nouvelle frontière » de la politique soviétique en proclamant avec sa faconde et son verbe haut qu'en vingt ans, l'URSS aurait rejoint et dépassé les Etats-Unis au point de vue économique. C'est en des termes presque similaires que Pékin annonce son objectif prioritaire de devenir en l'an 2000 l'un des superpuissances économiques. Hua Kuo-feng a clos officiellement la période de la « Révolution culturelle » et annoncé une « nouvelle ère » marquée par un « nouveau bond en avant » de l'économie chinoise. L'ascension d'hommes comme Li Hsien-nien et la remise en selle de Teng Hsiao-ping ne laissent planer aucun doute sur le type de politique économique qui va être suivie.

Le socialisme du canard laqué après le socialisme du goulash !

Dernière ressemblance et non des moindres, c'est le rôle croissant dans la direction du Parti des militaires. On connaît le rôle d'un Joukov et des chefs militaires dans la liquidation de Béria et l'ascension de Khrouchtchev. On sait aussi que c'est l'armée chinoise qui a été peut-être le plus ferme appui de Hua et Teng contre la « bande des quatre », comme elle avait auparavant imposé la fin de la GRCP. Il

faut croire que les épigones, du « Petit Père des peuples » et du « Grand Timonier », faute de dimension historique propre, ont bien besoin du fusil comme béquille. Rien de nouveau là encore.

On ne peut bien sûr pousser les parallèles trop loin. Certes, la direction chinoise, au fil des morts et des épurations, s'identifie de moins en moins avec le noyau de militants qui prit la tête et assura la victoire du processus révolutionnaire. Cependant, il reste encore une marge entre les bureaucrates de Pékin et les post-staliniens khrouchtchéviens, issus tous d'une direction qui avait imposé son usurpation du pouvoir par la liquidation physique de l'avant-garde communiste et un terrorisme de masse contre le prolétariat soviétique. Mais surtout, l'état de conscience, l'expérience — même limitée puis réprimés — de lutte antibureaucratique accumulée par les masses chinoises au cours de la GRCP ont peu de choses à voir avec l'état du prolétariat soviétique en 1956.

Cette différence, liée au changement de contexte international aussi, pèseront sur l'avenir de la Chine.

Toutefois, la « nouvelle ère » de l'oncle Hua, comme ce fut le cas avec la période Khrouchtchev, marque le début d'une nouvelle phase irréversible. La Chine de Hua et Teng, exceptée pour quelques sectes, ne sera plus jamais le « modèle ». Le voile de l'illusion est définitivement déchiré.

GRANDE-BRETAGNE

Les travaillistes remportent l'élection partielle de Birmingham

• Important succès des candidats révolutionnaires

Après les violents affrontements de ces dernières semaines entre les manifestants antifascistes et la police qui protégeait, les racistes du Front national à Lewisham et Birmingham, l'élection partielle qui a eu lieu jeudi à Ladywood (quartier de Birmingham) avait valeur de test.

Le Parti travailliste détient depuis longtemps, avec une majorité de plus de 26 %, ce siège d'une circonscription dont plus d'un tiers de l'électorat est formé de travailleurs immigrés. Les travailleurs immigrés des pays du Commonwealth ont en effet le droit de vote et il apparaissait clairement qu'ils allaient avoir un poids déterminant dans la balance électorale.

Si les travaillistes pensaient leur victoire assurée, ils avaient néanmoins plusieurs sujets de préoccupation. Tout d'abord un scandale a frappé le candidat du Labour, John Sever, quand l'extrême gauche locale révéla que son bras droit Peter Mariner était encore récemment membre du mouvement fasciste britannique. Celui-ci dut démissionner, mais la révélation ne facilita pas la campagne travailliste. Ensuite, et surtout, les conséquences de l'attitude du gouvernement travailliste qui protégea les manifestants du Front national à Birmingham et à Lewisham ne pouvaient manquer d'handicaper son candidat dans cette circonscription à forte composante immigrée.

Et ceci d'autant plus que les organisations révolutionnaires, qui mènent campagne depuis des mois



Raghbi Ahsan

contre le racisme, présentaient des candidats. Le Socialist Workers Party (anciennement International Socialism) ayant refusé une candidature unitaire présentait son propre candidat, alors que Raghbi Ahsan était le candidat de la liste Unité socialiste, soutenue, entre autres, par nos camarades de l'Internationale Marxist group.

Si le Parti travailliste a gagné ces élections, sa marge d'avance s'est

sensiblement réduite : il avait trois fois plus de voix que le Parti conservateur en 1974, il n'en a plus que deux fois plus en 1977. Le grand perdant de ces élections c'est le candidat libéral qui passe de 3 000 à 700 voix. Il faut y voir une conséquence du pacte « Lib-Lab » par lequel les libéraux apportent leur soutien au gouvernement travailliste ; ils en partagent aussi le discrédit croissant. Le candidat libéral arrive même derrière celui du Front national qui a rassemblé 6 % des voix sur une campagne ultra-raciste.

Les résultats des candidats révolutionnaires sont particulièrement intéressants : celui du SWP a obtenu 1 % des voix et Raghbi Ahsan 2,2 %. Ils soulignent ainsi l'écho remporté parmi les travailleurs immigrés de la campagne contre le racisme et pour l'unité de la classe ouvrière britannique et immigrée, menée presque exclusivement par les révolutionnaires.

A.L.

USA

Cinq cents représentants d'une cinquantaine d'organisations d'homosexuels se sont rassemblés samedi devant le siège de l'ONU à New York pour réclamer la fin de toute discrimination fondée sur le comportement sexuel. Une lettre a été transmise à Kurt Waldheim protestant contre « le silence de l'ONU au sujet des droits des homosexuels. »

QUEBEC ET CANADA

TROIS ORGANISATIONS FUSIONNENT POUR FORMER LA NOUVELLE SECTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Toronto, Montréal.

C'est aux accents d'une « Internationale » chantée dans l'enthousiasme en anglais et en français que s'est terminé le congrès de fusion des trois organisations trotskystes existant au Canada et au Québec. La création de la Revolutionary Workers League/Ligue ouvrière révolutionnaire a ainsi mis fin, dimanche dernier à Montréal, à l'existence de la League for Socialist Action/Ligue socialiste ouvrière, du Revolutionary Marxist Group et du Groupe marxiste-révolutionnaire. La nouvelle section de la IV^e Internationale dans l'Etat pancanadien regroupe d'ores et déjà près de 500 militantes et militants dans les principales villes canadiennes et québécoises ; la présence à Toronto et à Montréal de plusieurs centaines de sympathisants venus de tous les coins de cet immense pays, aux congrès des trois organisations et au congrès de fusion, témoigne des potentialités de la nouvelle section de l'Internationale.

Cette fusion marque l'aboutissement d'un processus d'unité et de discussion entamé il y a un an entre la LSA/LSO, le RMG et le GMR.

L'accélération de la crise de l'Etat pancanadien marquée par la grève générale du 14 octobre 1976 et par la victoire du Parti québécois aux élections provinciales du 15 novembre 1976 a montré qu'il existait plus qu'un accord général sur les principes entre les trois organisations trotskystes issues de la scission de 1973. La LSA et le RMG, d'une part, la LSO et le GMR, d'autre part, se retrouvèrent d'accord non seulement sur l'analyse de la signification de ces importants événements, mais aussi sur les perspectives qu'ils ouvraient à leur intervention.

C'est ainsi que très rapidement des positions communes se dégagèrent aussi bien sur l'attitude à prendre face au Parti social-démocrate canadien, le Nouveau Parti démocratique,

que sur la nécessité de mettre en avant, en particulier dans le mouvement syndical québécois, la construction d'un parti ouvrier capable de mener le Québec à l'indépendance socialiste, au contraire du gouvernement bourgeois du Parti québécois (qui vient de mettre beaucoup d'eau dans son vin en prônant face au gouvernement fédéral de Trudeau une politique de « souveraineté-association » pour le futur et en imposant dans l'immédiat un plan draconien d'austérité).

Les trotskystes de la RWL/LOR sont les seuls à placer ce mot d'ordre au centre de leur orientation dans la lutte de classes des deux parties actuelles de l'Etat pancanadien, alors que toutes les autres composantes du mouvement ouvrier (sociaux-démocrates, stalinien ou maoïstes) adoptent sur cette question-clé pour la désintégration de l'impérialisme canadien une position chauvine de défense de « l'unité du Canada ».

La constitution de la section pancanadienne de la IV^e Internationale reflète aussi la maturité politique des militants et des militants trotskystes qui, après des années de luttes fractionnelles parfois extrêmement dures, ont su surmonter cette situation de division de leurs forces en créant une organisation plus nombreuse et dont le degré d'homogénéité politique, qualitativement plus important que celui de chacune des anciennes organisations, s'accompagne d'une compréhension réelle des fondements du centralisme démocratique. Ces progrès notables, encore illustrés par les débats du congrès de fusion, permettront sans doute à la nouvelle section de l'Internationale de vite jouer le rôle d'un pôle d'attraction pour les militants révolutionnaires du Canada et du Québec.

Le Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ, lié à l'OCI française), qui discute en ce moment d'une révision de ses positions traditionnellement hostiles à l'indépendance du Québec, était invité au Congrès auquel il adressa des salutations. Outre de nombreux messages, le congrès entendit aussi les interventions des représentants du PRT mexicain et du SWP d'Australie, qui parlèrent tous deux des processus de fusion également en cours dans leur pays, et du SWP américain et de la LCR française. Le représentant du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale souligna la valeur d'exemple de ce congrès pour le renforcement actuel de l'unité de l'Internationale et le développement de ses sections.

Ch. Michaloux/Ch. A. Udry

Nouvelle étape dans le débat PC-PS

UNE POLEMIQUE BIEN CONTROLÉE

Suite de la page 1

En premier lieu, les derniers sondages confirment que le PS est devenu le premier parti de France sur le plan électoral. Logiquement cette poussée devrait se poursuivre. A l'époque de la SFIO, on votait PC pour affirmer ses positions de gauche. Aujourd'hui, bon nombre d'électeurs réformistes préfèrent voter pour le nouveau PS, plus crédible et plus cohérent que le PC dans sa politique de réformes. Dans un tel cadre de concurrence, le PC doit justifier sa spécificité, pour ses militants comme pour ses électeurs. Peu de choses le séparent du PS quant au programme, mais par contre, il peut justifier sa personnalité par son implantation ouvrière. L'offensive actuelle de G. Marchais s'adresse avant tout à la classe ouvrière. En faisant référence à la politique passée de la SFIO, le PC cherche à apparaître comme le seul défenseur des travailleurs face à un allié incertain, toujours prêt à trahir. Il espère ainsi sauver l'essentiel de son électorat et s'en servir comme moyen de pression sur le PS.

L'utilisation d'un vocabulaire gauche comme les propositions de réactualisation du Programme commun vont lui permettre aussi de mieux s'assurer le contrôle d'une classe ouvrière confiante dans la possibilité de la gauche de renverser Barre mais de plus en plus méfiante sur la capacité de ses dirigeants de répondre à ses revendications. Les tournants sur la force de frappe, les déclarations des dirigeants syndicaux sur leur esprit de responsabilité, l'absence de lutte centrale contre le plan Barre suscitent des interrogations dont E. Maire s'est fait à bon compte le porte-parole (cf. *le Monde* du 17 août).

Mais qu'on ne se y trompe pas, la surenchère actuelle du PCF a une autre justification qui est justement de faire avaler aux travailleurs, aux moindres frais, une position de repli. Sa direction connaît parfaitement les limites du Programme commun et n'envisage nullement dans la pratique d'aller au-delà. Elle va donc signer un nouveau document en retrait sur ses positions initiales, mais ce faisant elle rendra le PS responsable du compromis et pourra toujours appeler les travailleurs impatients et

mécontents à venir grossir les rangs du parti.

Car il ne fait aucun doute que dans les primaires du premier tour des élections, le PC s'affirmera non seulement en défendant le nouveau Programme commun mais aussi ses amendements refusés. La polémique actuelle prépare le terrain et c'est cela qui inquiète les dirigeants du PS qui aimeraient bien, demain au gouvernement, bénéficier d'une solidarité totale du PC quand ils seront amenés à prendre des mesures d'austérité.

Enfin, le PC s'interroge sur les dosages préparés par Mitterrand dans l'établissement du nouveau gouvernement. Jusqu'à présent, on sait que le premier secrétaire du PS s'est toujours refusé à en discuter avec ses partenaires. Il attend le résultat des élections pour mettre le PC en demeure d'accepter une représentation modeste. Lors des négociations de juillet, le PC a essayé de relancer le débat sur cette question en proposant un projet d'organisation du gouvernement découpant toute une série de ministères, comme celui de l'Intérieur où le PS n'aurait, bien sûr, que la charge du maintien de l'ordre. Là encore, la direction du PC est prête à beaucoup de compromis avec Giscard et la bourgeoisie mais elle veut être associée pleinement aux discussions et décisions.

Ceux qui misent sur une rupture de l'Union de la gauche seront déçus. Ces partis n'ont pas de politique alternative. Par contre, la polémique contrôlée pourra se prolonger. Le PC continuera jusqu'aux élections à s'adresser aux travailleurs avec un langage anticapitaliste, aux gaullistes avec un discours nationaliste, mais en pratique, il continuera à respecter le système capitaliste et signera le nouveau Programme commun. Car la contradiction est là où la démagogie est impuissante, ce programme permet de faire avaler aux travailleurs, aux moindres frais, une position de repli. Pour les travailleurs, la seule garantie de voir satisfaites leurs revendications, c'est effectivement d'avoir un bon programme mais un programme de rupture avec le système capitaliste et de ne compter que sur leurs forces et leur combat. Le PC, comme le PS, ne propose ni l'un ni l'autre.

A. Krivine

« Afin que les lendemains ne déchantent pas »

En réponse à Priouret qui l'invitait à demander aux travailleurs de modifier leurs revendications après un éventuel succès de la gauche aux prochaines élections, Georges Marchais répond en soulignant que « les salaires ne sont pas les causes de l'inflation et de la crise où s'enfoncent notre pays » et il dénonce les « quelques immenses empires industriels et financiers qui n'ont en vie que le gonflement sans fin de leurs profits ».

Loin d'échouer, explique-t-il, Barre réussit fort bien à mettre en œuvre la politique du grand capital, la gauche ne doit pas avoir pour but de « mieux faire » que Barre dans la même direction, elle doit « rompre vraiment dans les faits avec cette politique ».

Pour le secrétaire général du PC, les propositions avancées dans le cadre de l'actualisation du Programme commun auraient une efficacité immédiate : le contrôle des changes « pourrait être immédiatement appliqué sans même attendre même la victoire du Programme commun ». Le contrôle des prix se ferait « avant tout à la production » et « s'appuierait sur la participation active des salariés ayant acquis des droits nombreux ».

En ce qui concerne les nationalisations, Marchais interroge Priouret : « Avez-vous oublié l'expérience des nationalisations passées » et « la rapidité de la rationalisation de la production et de l'amélioration de la situation tant à la SNCF avant-guerre qu'à EDF ou aux Charbonnages de France à la Libération ? »

Il est possible de relancer rapidement la production sidérurgique nationale, le textile, d'économiser sur les dépenses d'EDF, « d'orienter différemment la distribution du crédit », « d'imposer tout de suite les grandes fortunes, les très hauts revenus, le capital des grandes sociétés », précise-t-il.

S'en prendre à la domination du grand capital ajoute G. Marchais est « une tâche urgente, elle doit se mener sur tous les terrains dès les premiers jours de la victoire éventuelle du Programme commun. C'est une condition indispensable pour que le changement soit réel et soit durable, afin que les lendemains ne déchantent pas ».

Crime raciste à Marseille

« CE NAVARRO EST UN GARÇON TRES BIEN »

L'assassinat d'un travailleur immigré à Marseille (cf. « Rouge » du 19 août 1977) a provoqué une première réaction algérienne. Le quotidien « Ach-Chaab » écrivait hier que « l'Algérie, pour préserver la sécurité et la dignité de ses enfants, est capable d'aller plus loin encore que la décision de septembre 1973 suspendant l'émigration algérienne en France ».

Evoquant la « détérioration » des relations franco-algériennes, « Ach-Chaab » estime « qu'il ne reste plus en France qu'une courte distance la séparant du point de non-retour » et ajoute que Paris doit manifester sa volonté, « et pas seulement par des propos mielleux, d'ouvrir une nouvelle page dans les relations franco-algériennes, qui pourrait commencer par un accueil de nos frères immigrés digne du pays auquel ils appartiennent ».

A Marseille où, à de rares exceptions près, la version officielle de l'assassinat s'appuie sur le thème de la « rixe qui a mal tourné », l'Amicale des Algériens en Europe a organisé, samedi dernier, un meeting de protestation.

Encore une fois. La honte vous vient de vivre à Marseille, et une colère impuissante aussi, cette sensation de cogner dans le vide. En pleine banlieue ouvrière, à Saint-Louis, bastion communiste depuis 1933, un assassinat perpétré de sang-froid par un homme de trente ans, Richard Navarro, chef d'équipe sur les docks, contre un Arabe parce qu'il est arabe. « Je ne veux plus entendre de musique arabe dans le quartier ni voir d'Arabes », avait-il déclaré en entrant dans le bar avec son fusil de chasse. Puis il est sorti chercher des copains qui sont revenus, eux aussi, armés, à douze, dans le petit bar de la rue d'Anjou. Il sont saccagé le café, bastonné à coup de chaînes Brahimi Fahah, le laissant pour mort. Nasri Abdelmalek, chauffeur-livreur, passait par là, rentrant chez lui. Ils l'ont vu s'avancer, ont tiré, l'ont abattu, puis sont remontés dans leurs voitures. Ce sont les faits, simples et nus. Même pas l'énerverment, rien un assassinat pur et simple.

Les flics, pareils à eux-mêmes, ont laissé faire et ont couvert. Car le patron du café était venu les avertir lorsque Navarro avait, la première fois, menacé de « revenir pour faire un massacre ». « La police n'a pas à se déplacer puisqu'il n'y a pas mort d'homme », avaient-ils, très administrativement, répondu.

Derrière cette « impuissance » officielle se cache en fait autre chose, que l'Amicale des Algériens en France a découvert en menant elle-même son enquête. Navarro était à l'hôtel de police quand le propriétaire du bar, Brahim Abdelkader, était venu avertir les policiers des menaces. Pas démonté pour un sou, Navarro menaçait même Abdelkader

de le tuer, s'il devait aller en prison, tandis qu'un policier lançait, à l'adresse du plaignant : « Ce Navarro est un garçon très bien. »

Navarro, arrêté, a été inculpé d'homicide involontaire. Involontaire, vous avez bien lu. Il ne devrait pas se faire trop de bile du fond de sa cellule : tous les crimes racistes de la région se sont terminés, ces dernières années, par des non-lieux.

M.S.



Une rue d'un quartier immigré à Marseille

Le quotidien de l'immigré à Marseille

Il y a, d'après les statistiques officielles, 362 885 étrangers vivant en Provence, et parmi eux, 125 000 Nord-Africains. Dans l'ordre d'importance numérique des nationalités, viennent d'abord les Espagnols, puis les Algériens et les Italiens, concentrés professionnellement dans le bâtiment, les travaux publics, le terrassement, bref, dans les travaux les plus durs.

A Marseille, 10 000 d'entre eux sont logés dans des îlots insalubres, tels ceux qui s'étirent autour de la porte d'Aix. Les expulsions sont quotidiennes, et les promesses de logement ne sont que des promesses. Des légendes tenaces courent, notamment la suroccupation des lits d'hôpitaux par les Arabes... et 40 % de ces Arabes étaient hospitalisés pour des accidents du travail.

Le quotidien des immigrés à Marseille, c'est cet article du 20 août qui révèle qu'à La Cayolle, une énorme et sordide cité couverte de taudis au sud de la ville, il n'y a plus d'eau. Plus d'eau, en plein mois d'août, à Marseille.

Le quotidien, c'est aussi le nom des victimes des crimes racistes, longue litanie qui n'a d'égal que celle provoquée par les noms des assassins impunis : Août 1972 : Abdallah El Majeri est blessé au fusil. Son agresseur est condamné à huit mois de prison avec sursis.

18 août 1973 : Mekki est tué par fracture du crâne dans le couloir de son immeuble. Non-lieu.

24 août 1973 : deux décharges de fusil tuent Rachid Mouka. Non-lieu.

26 août 1973 : Saïd Daounallah meurt par balles. Non-lieu.

26 août 1973 : Hammou Mebarki. Fracture du crâne. Non-lieu.

29 août 1973 : Saïd Ghilas, crâne fracassé. Non-lieu. Le même jour Bensaha Mekernef meurt des suites d'une fracture du crâne. Non-lieu également.

14 décembre 1973 : une bombe explose dans un couloir du consulat d'Algérie. On relève quatre morts et vingt blessés. « Ce n'est pas un crime raciste », déclara alors le préfet Eckenroth, par ailleurs directeur du centre d'Arenc. Alors que toutes les pistes mènent vers les milieux d'extrême droite, la police s'obstine à chercher à côté et ne trouve rien. Non-lieu encore.

Pourtant la police peut trouver, surtout quand il s'agit de faire monter la mayonnaise de la sécurité. Depuis quelques jours, Marseille connaît une invrai-

semblable campagne sur la violence. Premières pages dans la presse, photos, comptes rendus à l'américaine pour ressouder la ville autour de sa police. Dans le genre, « le Méridional » se taille une place de choix. Samedi, Yves Gaveriaux, un gratte-papier de cette feuille qui, sur le même ton que « Minute », n'aime pas les immigrés, écrivait, mais, bien sûr, pas à propos du crime raciste : « Deux affaires, aujourd'hui, qui mettent en vedette notre police. Deux réussites qui font oublier les heures de garde, les enquêtes interminables, les rondes de nuit, la paperasse, les procédures, les vexations parfois, les critiques encaissées en courbant le dos et serrant les poings. Deux réussites qui ne doivent rien au hasard. Allons, messieurs les voyous, reconnaissez-le. Bravo les flics ! ».

A Paris, Notre-Dame occupée
« Libérez tous les otages antinucléaires »

Dimanche soir à 18 heures, une trentaine de membres du comité de soutien aux inculpés antinucléaires ont occupé Notre-Dame juste avant le concert qui devait s'y dérouler. Après être intervenu avec une son et lancé un tract, ils ont déployé un ban-

derole sur laquelle ont pouvait lire : « Libérez tous les otages antinucléaires ». Ils ont d'autre part lancé un appel à participer à la manifestation qui se déroulera à Paris mardi soir. Dix personnes ont été interpellées par la police à leur sortie de l'église.

NUCLEAIRE EN BREF

Une nouvelle centrale pour l'Isère

Un avis favorable à la construction de la centrale nucléaire de Saint-Alban-Saint-Maurice-l'Exil (Isère), au sud de Vienne, a été remis le 29 juillet dernier par la commission d'enquête d'utilité publique. Cette « enquête » dont on apprend seulement aujourd'hui le résultat officiel s'était achevée au début du mois de juillet.

3 000 à Belleville-sur-Loire

Trois mille personnes, selon l'AFP, ont manifesté samedi après-midi à Belleville-sur-Loire (Cher) dont le site pourrait être choisi pour l'implantation d'une centrale nucléaire. Haroun Tazieff, Philippe Courrèges, codirecteur du CNRS, et Théo Leray, maître de recherche au CNRS, ont participé à ce rassemblement. Au cours de son intervention, Haroun Tazieff a affirmé que « la France se trouve à la pointe de l'inadmissible... Nous sommes très loin en avance sur ce qui se fait en Amérique, en Angleterre et en Allemagne ». Il a ensuite ajouté : « Les problèmes les plus graves sont d'abord d'ordre économique, puis l'inadéquation du programme et, enfin, le risque techno-fasciste... Nous serons tous mis en fiche. »

Avec les 7 inculpés de Malville

Manifestation mardi à Paris, mercredi à Grenoble

Le soutien aux sept condamnés de Bourgoin qui passeront à la cour d'appel de Grenoble, mercredi, s'organise lentement. A Grenoble même, la journée n'est pas encore préparée dans les détails. En principe, un grand rassemblement est prévu devant le palais de justice dès 8 h du matin. Si la place Saint-André qui jouxte le tribunal est bouclée, comme Jannin l'a annoncé, les manifestants devraient se retrouver dans les rues alentour. Une information par petits groupes sur la justice et le nucléaire est prévue. De 13 h à 16 h, une animation se déroulera en plusieurs points. Vers 16 heures un cortège devrait se former pour manifester en direction de la préfecture.

Ce programme discuté dans une réunion regroupant les comités Malville de la région, de Lyon, Toulouse et Marseille, n'a pas reçu le soutien des organisations syndicales ouvrières. Toutefois la FEN, la CFDT et le PS ont promis de publier un commu-

niqué de protestation exigeant la relâche des antinucléaires condamnés à Bourgoin. Mais nous n'avons pas encore reçu ce communiqué.

A Paris, le comité Malville appelle à un rassemblement métro Châtelet, mardi. Il nous a remis le communiqué suivant :

« Le procès de Bourgoin a montré qu'il n'était qu'une parodie de justice.

« Des manifestants antinucléaires ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 6 mois de prison dont 3 mois fermes pour leur seule présence à quelques kilomètres du site de la centrale et plusieurs heures après la manifestation.

« Pour le pouvoir tout opposant à la politique nucléaire est donc un inculpé en puissance.

« Devant l'escalade de la répression policière, le comité Malville de la région parisienne appelle à un rassemblement sur le terre-plein de

la place du Châtelet le mardi 23 août à 18 h 30 (veille du procès en appel des 6 camarades condamnés à Bourgoin) pour exiger :

- la libération immédiate de tous les inculpés ;
- la levée de toutes les peines et les interdictions de séjour ;
- l'indemnisation des blessés et le dédommagement des dégâts commis par les forces de l'ordre ;
- l'inculpation du préfet Jannin. »

Une réunion pour préparer cette initiative aura lieu ce soir à 20 h, 46, rue de Vaugirard. On confectionnera des panneaux, recueillera des témoignages et préparera l'animation. Le collectif de soutien aux inculpés qui rassemble notamment le PSU, la LCR, l'OCT, et les CCA soutien cette initiative.

Même si la mobilisation pour ce procès en appel se réalise difficilement, nous devons montrer nombreux que nous sommes solidaires.



Michel Grandjean lance un appel à la gauche

Amputé de la jambe droite à la suite des violences policières à Malville, Michel Grandjean a adressé une lettre ouverte à Mitterrand, Marchais et Fabre. Il leur demande « d'affirmer clairement qu'ils aboliraient l'usage de grenades par les forces de l'ordre ». Il propose également qu'un projet de loi soit déposé « visant à réglementer l'usage des grenades offensives et des grenades lacrymogènes instantanées (GLI) et à en interdire cet usage dans le cadre de la répression des manifestations ».

Il y a 37 ans, Trotsky était assassiné

Il y a trente-sept ans, le 20 août 1940, Trotsky était assassiné au Mexique par un agent de Staline. Préparé pendant de longues années, ce meurtre se produisit au moment où le monde entier était embrasé par la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, le crime n'affecta directement qu'un petit nombre de militants révolutionnaires, les grandes masses ayant leur attention portée sur des événements dans lesquels des millions d'hommes étaient aux prises.

Depuis, le combat de Léon Trotsky est devenu celui de dizaines de milliers de militants de par le monde. Il nous a semblé utile à l'occasion de cet anniversaire de rappeler brièvement ce que fut sa lutte minoritaire contre la bureaucratie stalinienne. A une époque où d'anciens maoïstes se piquent de découvrir le Goulag pour forger des philosophies dites nouvelles, le texte que nous citons rafraîchira les mémoires. Il s'agit d'extraits d'une autobiographie où Trotsky répond à l'accusation de Staline comme quoi il aurait « toujours été un agent du fascisme dans le mouvement ouvrier ». L'auteur répond à son futur assassin en présentant le sens de sa lutte contre la bureaucratie.

Autobiographie

17 avril 1937

« (...) J'ai rompu avec la bureaucratie dirigeante quand, pour des causes historiques qui ne sauraient être analysées ici de façon adéquate, elle se transforma en une caste privilégiée imbue de conservatisme. Les raisons de la rupture sont exposées et établies une fois pour toutes dans des documents officiels, des livres et des articles accessibles à une vérification générale.

« J'ai défendu la démocratie des soviets contre l'absolutisme bureaucratique ; l'élévation du niveau de vie des masses contre les privilèges excessifs des sommets ; l'industrialisation et la collectivisation systématiques dans l'intérêt des travailleurs ; et, finalement, une politique internationale dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire contre le conservatisme nationaliste.

Dans mon dernier livre, *la Révolution trahie*, j'ai essayé d'expliquer théoriquement pourquoi l'Etat soviétique isolé, sur la base d'une économie arriérée, a donné naissance à la monstrueuse pyramide de la bureaucratie qui, presque automatiquement, a été couronnée d'un chef incontrôlé et « infaillible ». Ayant étranglé le Parti et écrasé l'opposition au moyen de l'appareil policier, la clique dirigeante m'a exilé au commencement de 1928 en Asie centrale. Sur mon refus de cesser mon activité politique en exil, elle m'a déporté en Turquie en 1929. Là, j'ai commencé à publier le *Bulletin de l'opposition* sur la base du même programme que j'avais défendu en Russie, et je suis entré en relation avec des compagnons idéologiques, encore très peu nombreux à cette époque, dans toutes les parties du monde.

« Le 20 février 1932, la bureaucratie soviétique me priva, ainsi que les membres de ma famille qui

étaient à l'étranger, de la nationalité soviétique. Ma fille Zinaïda, qui se trouvait provisoirement à l'étranger pour un traitement médical, fut ainsi privée de la possibilité de rentrer en URSS pour rejoindre son mari et ses enfants. Elle se suicida le 5 janvier 1933. (...)

« Au cours des années 1923 à 1933, en ce qui concerne l'Etat soviétique, son parti dirigeant et l'Internationale communiste, mon point de vue peut être exprimé par ces mots lapidaires : réforme mais non révolution. Cette position était nourrie de l'espoir qu'avec des développements favorables en Europe, l'Opposition de gauche pourrait régénérer le Parti bolchevik par des moyens pacifiques, effectuer une réforme démocratique de l'Etat soviétique et remettre l'Internationale sur la voie du marxisme. C'est seulement la victoire de Hitler, préparée par la politique fatale du Kremlin et l'incapacité absolue du Komintern de tirer quelques leçons de l'expérience tragique de l'Allemagne, qui nous a convaincus, moi et mes compagnons idéologiques, que le vieux Parti bolchevik et la III^e Internationale étaient bien morts en ce qui concerne la cause du socialisme. Ainsi disparaissait l'unique levier légal à l'aide duquel on pouvait espérer effectuer une réforme démocratique pacifique de l'Etat soviétique. Depuis la dernière partie de l'année 1933, je suis de plus en plus convaincu que, pour émanciper les masses travailleuses soviétiques et la base sociale établie par la révolution d'Octobre de la nouvelle caste parasitaire, une révolution politique est historiquement inévitable. Naturellement, un problème d'une ampleur aussi considérable provoqua une lutte idéologique passionnée sur une échelle internationale.



« La dégénérescence politique du Komintern, complètement enchaîné par la bureaucratie soviétique, créa la nécessité de lancer le mot d'ordre de la IV^e Internationale et de rédiger les fondements de son programme. Les livres, articles et bulletins qui s'y rapportent sont à la disposition de la commission et constituent la meilleure preuve qu'il est question non pas d'un « camouflage » mais d'une lutte idéologique passionnée basée sur les traditions des premiers congrès de l'Internationale communiste. J'ai été continuellement en correspondance avec des dizaines de vieux amis et des centaines de jeunes amis dans toutes les parties du monde, et je puis dire avec assurance et fierté que c'est précisément de cette jeunesse que sortirent les combattants prolétariens les plus fermes et les plus sûrs de la nouvelle époque qui vient de s'ouvrir.

« Renoncer à l'espoir d'une réforme pacifique de l'Etat soviétique ne signifie pas cependant renoncer à la défense de l'Etat soviétique, comme cela est particulièrement démontré par la collection des extraits de mes articles pendant les dix dernières années (*la Défense de l'Union soviétique*) qui a récemment paru à New York. J'ai invariablement et implacablement combattu toute hésitation sur la question de la défense de l'URSS. J'ai rompu plus d'une fois avec des amis sur cette question. Dans mon livre *la Révolution trahie*, j'ai théoriquement prouvé l'idée que la guerre menace non seulement la bureaucratie soviétique, mais aussi la nouvelle base sociale de l'URSS qui constitue un énorme pas en avant dans le développement de l'humanité. De là découle le devoir absolu pour chaque révolutionnaire de défendre l'URSS contre l'impérialisme, malgré la bureaucratie soviétique. »



MARSEILLE

BSN vend Gervais-Danone

L'ACHETEUR EST MOINS BLANC QUE LE YAOURT

La direction du groupe BSN-Gervais-Danone tente depuis un an de liquider son usine de Pont-de-Vivoux à Marseille, pour fabriquer des yaourts en talie... à plus faible coût. Le 2 août, elle subissait un échec devant le tribunal de grande instance qui se déclarait incompétent pour décider illégale l'occupation de l'usine par les travailleurs. BSN n'allait pas s'arrêter à si peu de choses... on va voir comment.

L'usine de Marseille de Gervais-Danone a été vendue par Riboud (PDG du trust BSN) à un industriel marseillais. En cachette et par surprise, puisque le nouveau propriétaire qui a fait affaire le 11 août n'en a informé les autorités régionales que le 18, et qu'il n'a pas du tout l'intention de reprendre la boîte pour faire des yaourts mais pour la transformer en entrepôt. Il n'est pas question de reprendre les ouvriers de l'usine : on dit qu'il en embaucherait 25 sur les 140 actuels. Sinistre braderie s'il en fut, cette vente sent la manœuvre à plein nez. En effet, les salariés se retrouvent maintenant dans un imbroglio invraisemblable. Ce nouveau patron, Andranic Paroutian, va trouver la loi de son côté pour épuiser les occupants et l'appel que Riboud avait interjeté pour les vider devient de ce fait inutile. Paroutian, qui n'a rien à voir avec cette affaire, demande à la justice de disposer comme bon lui semble de son nouveau bien.

Pour plus de sûreté, il n'a semble-t-il même pas consulté l'inspecteur du travail pour ses tractions. Bref, par cette vente, Riboud essaie de se débarrasser d'une histoire qu'il commençait à trouver longue.

Un rempart juridique providentiel

Cependant, subsistent deux obstacles, et de taille, à la réussite de l'opération. D'abord, la détermination des Danone qui n'ont pas levé le siège et n'entendent pas céder facilement. Après un an de lutte et un mois d'occupation, ils savent que tous leurs espoirs résident dans la reprise d'activité de la boîte.

Toutes les offres de reclassement qu'on leur a faites sont « bidons » : une réunion avec les syndicats des entreprises où on leur promettait de l'embauche a révélé que ces boîtes licenciaient.

Ensuite, un obstacle juridique : le Plan d'occupation des sols (POS) de cette zone prévoit qu'elle doit être utilisée par des locaux industriels et non commerciaux. Mieux, 50 emplois à l'hectare doivent y être créés ou, s'ils existent, conservés. C'est le genre d'atout que Defferre garde toujours dans sa manche et qui pourrait bien apparaître comme un ultime rempart aux manœuvres des divers patrons qui vont un peu loin dans les magouilles...

Trafic de drogue et enlèvement...

Cette situation confuse, la personnalité d'Andranic Paroutian n'est pas faite pour l'éclaircir. Paroutian a fait 14 ans de taule aux USA pour trafic de drogue et a été libéré en 1972. Revenu en France, il semblait être à la tête d'une importante fortune et avoir investi dans des affaires plus « propres ». Puis, en 1975, nouveau détournement par les faits divers : il disparaît, enlevé par de mystérieux bandits, réapparaît 15 jours plus tard, sans qu'on sache si une rançon a été versée. Rapt toujours resté douteux qui avait éveillé des soupçons : Paroutian aurait-il tenté d'échapper à des créanciers ? Et le voilà qui réapparaît, compère providentiel de Riboud.

Il ne manque aujourd'hui que l'intervention des flics pour que cette affaire devienne un modèle du « social-V^e République ».



EN LUTTE

Meeting devant Mécano à la Courneuve

La CME (Lyon) licencie 315 salariés

Les 315 salariés de la société CME (Construction métalliques et entreprise) à Lyon vont être licenciés fin septembre à la suite d'une mise en règlement judiciaire de la société le 23 juin. La CME, dont les ateliers sont à Saint-Priest (Rhône), avait déposé son bilan le 21 juin. Sa filiale marseillaise, la société STEFI à Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), qui emploie 130 personnes et est spécialisée dans les citernes pour gaz liquéfié, a elle aussi été mise en règlement judiciaire.

Plusieurs centaines de travailleurs, dont une délégation du « Parisien libéré », se sont rassemblés vendredi après-midi 19 août devant l'usine Mécano à la Courneuve (Seine-Saint-Denis) pour un meeting de protestation. L'usine, occupée par les ouvriers depuis le 1^{er} janvier, a été évacuée par la police le 11 août. Les responsables CGT ont dénoncé le déménagement des machines, effectué sous la protection des flics. Christiane Gilles, secrétaire confédérale a souligné que l'intérêt des travailleurs, correspond à l'intérêt national. L'usine de la Courneuve produisait 60 % du marché français en outils coupants.



MARX EST MORT ?



C'est arrivé

par la poste

«La conscience politique ne naît pas dans les jeans»

A l'Euromarché de Bobigny 2, il y a ce matin (jeudi 18), le tiers du rayon disques occupé par Presley. Dans « Rouge », il ne manquait que les références de ses disques à côté du mythe raconté complaisamment et avec nostalgie, avec une dénonciation bien timide du show-business et de la société libérale-fasciste qui va avec.

Le représentant de RCA (500 millions de disques Presley vendus) était plus cynique au moins : « Presley est arrivé à point, au moment du développement du microsillon et à l'explosion de la consommation d'un nouveau marché : les « teen-agers » aux USA, les « yéyé » en France. »

De là, laisser planer l'idée qu'Elvis Presley ait été à l'origine d'une dynamique progressiste ou d'une radicalisation est dramatique. Ou bien alors, il faut repenser toute la notion de récupération par le capital d'aspirations et de besoins qui apparaissent réellement dans la conscience de la jeunesse en particulier (dont le droit au plaisir). Dans cette optique, il n'est plus besoin de polémiquer sur la campagne anti-Sardou. Sardou, lui aussi doit être la « dernière idole, première révolte » pour pas

mal de gens. Et puis, on a d'autres mythes : Rivers, Hallyday et d'autres plus récents. Progressistes aussi, sûrement !

Qu'aurions-nous fait dans les années 50/60 si une campagne anti-Presley avait existé (il y en a peut-être eu d'ailleurs ?) à une époque où le rock masquait surtout les pires exactions de l'impérialisme ?

Alors, pas de nostalgie. Une dénonciation est nécessaire de tous les aspects du mythe, dont et surtout le phallogocritisme (qu'est-ce que ça signifie : « Il avait mouillé beaucoup de culottes dans les bourns des années 60 » ?)

Rien ne se passe donc dans la chanson et le rock ? « Basrock » est-il un échec pour qu'on se rabatte sur les ringards ? Le journal a actuellement huit pages. Cela ne doit sûrement pas être assez pour qu'il y ait une rubrique femme, cela ne devrait pas être assez pour ce que nous avons à dire après les manifs de l'été, et avant l'échéance de 78.

J'aimerais pas assister aux mêmes bouffonneries lorsque le « beau Mac Cartney » et le « troublant Mick Jagger » se tueront dans leurs Rolls, bien que ce soit ma génération.

Gilles Morvan

110 kilos et alors ?

Presley était devenu un bouffi plein de dollars. Il est devenu 110 kilos ds chair froide. L'article de « Rouge » du 18 août n'attirera peut-être pas les foudres des camarades féministes et pourtant... Que dire des assimilations oiseuses entre la réussite sociale des rockers des années 50/60 et l'accroissement du poids de Presley, tirant de fait un parallèle entre les « gros pleins de fric » et les « gros pleins de soupe ». Ce qui est gros est haïssable, ce qui est gros est méprisable. C'est la logique qui fera de chacun de nous un Presley en puissance : nous gavant d'amaigrissants, surveillant l'aiguille de la balance, nous nourrissant de carottes rapées et de « fromages-0% -de-matières-grasses ». L'angoisse de l'image que l'on renvoie aux autres, la peur de la silhouette empatée, le stéréotype imposé depuis l'enfance, tout cela conditionne notre attitude sociale, tout cela nous impose des actes, des gestes qui font de nous les plus sûrs répétiteurs des images imposées, des critères physiques de normalité.

Que dire de la cruauté des gamins envers les « gros pépères » ? Que dire des adolescents, des adolescentes rejeté(e)s tout simplement parce que leur apparence fait d'eux des « anormaux » ? Et les millions de femmes et d'hommes pressés, enfermés, serrés dans des vêtements faits pour les minces et les sveltes.

Et puis le sourire du vendeur de jeans, qui t'annonce que « malheureusement on ne fait plus guère de tailles 44 ou 46, que toute façon, ça se détendra à l'usage... » et puis, sous-entendu : « Si t'avais pas un si gros cul, tu pourrais peut-être t'habiller normalement, à la mode. » Et tout ça fait partie des petits tracas quotidiens des gros, c'est pas bien grave certes, sauf on craque et comme Presley, on veut s'offrir, la sveltesse. Il en est mort, lui on en parle, mais combien de gros, de grosses anonymes sont tombé(e)s au combat livré contre l'embonpoint, le cœur a ses raisons que la mode ne connaît pas.

B.M

Marx : « Prolos de tous les pays, déridez-vous ! »

Qui d'entre nous, bien av d'être marxiste-révolutionnaire, marxiste-léniniste, marxiste-machin-chose, n'a pas été marxiste « tendance Groucho » ?

Les frères Marx ont rempli de rires notre jeunesse, bien que leur carrière cinématographique se soit arrêtée vers 1950. Leurs films faisaient l'objet de maintes reprises, sans que la charge humoristique en pâtisse au fil des ans.

Il y a eu une véritable crise du comique dans le cinéma d'après-guerre. Peut-être que la guerre froide, le maccarthysme et le stalinisme pesaient lourdement sur les humoristes. Ou serait-ce, au contraire, faute d'humour que la révolution a été retardée ? Cette éclipse de grands

comiques, en tout cas, nous a permis de redécouvrir, avec délice toujours, les Marx et autres grands ancêtres de l'humour au cinéma.

Depuis Freud, on s'est suffisamment étendu sur le côté libérateur de l'humour. « Emanation, explosion », a évoqué André Breton à propos de l'humour, après Rimbaud et Baudelaire.

Chez les Marx, l'aspect explosif, subversif, corrosif, de l'humour est particulièrement patent. Pour eux, l'humour était le terrain privilégié de l'irrespect, de la dérision, de l'irrévérence.

Aucune autorité ou valeur n'était épargnée. Une recherche frénétique de l'argent, qu'on retrouve dans presque tous leurs films, montrait les « bienfaits » d'une société fondée sur le profit. Sans avoir probablement jamais étudié les œuvres de leur homonyme, Karl, ils savaient quand même ce qu'il y a derrière la façade de prospérité des USA, puisqu'ils ont grandi dans des taudis misérables.

Quand on sait avec quelle rigueur pesaient sur le cinéma américain de l'époque les contraintes du Code d'autocensure, avec quel zèle veillaient les puissants liges de décence, la liberté de propos des Marx Brothers est souvent étonnante. Car la sexualité n'était ni refoulée ni sublimée en parades décoratives, comme dans les films musicaux. Au contraire, et au même point que chez leur consœur Mae West, la sexualité apparaissait explicitement comme moteur de leurs démarches toujours pressantes (surtout chez Harpo et Groucho) et à la fois comme facteur de dérèglement de la bienséance et des conventions hypocrites. C'était très rare alors.

Il paraît que les Marx rendaient presque fous les réalisateurs de leurs films, à force de mettre en cause constamment le scénario initial avec un rythme effréné d'improvisations délirantes. A voir les films, cela semble plausible. Légende ou réalité, ce qui est certain c'est qu'ils ont fait notre joie.

Les bien-pensants diront d'eux : c'était de l'absurde. Nous y voyons plutôt un salutaire esprit contestataire.

P. A. P.



***** Le dernier des Marx Brothers*****

Une toute récente photographie de Richard Avedon nous le montrait, sans sa moustache noire tracée au crayon gras, sans ses lunettes, sans son cigare : une tête pensive d'ancêtre.

Ce n'était pas lui qui avait « inventé » les Marx Brothers, c'était, semble-t-il, quelque parent plus âgé, qui avait eu l'idée du numéro familial, des noms terminés en « o », des rôles de chacun à commencer par Gummo, le premier mort, celui qui avait des souliers à semelle de gomme, et puis les autres, Groucho, le « grommeleur », Chico, celui qui courait les filles, les « poulettes », (« chicken »), Harpo, et le dernier, le seul survivant aujourd'hui, Zeppo.

Mais très vite, ce fut Groucho qui anima l'équipe, écrivit les textes, inventa les situations et les gags. C'est lui qui arrive à une grande réception donnée en son honneur (le capitaine Spaulding d'Animal Crackers) en explorateur d'images d'Epinal, en litère portée par des Noirs quasi nus ; les porteurs le déposent dans le salon, et commence alors une intense discussion sur le prix de la course, comme avec un chauffeur de taxi. C'est lui qui disait à deux femmes qu'il courtisait en même temps : « Vous avez les quatre plus beaux yeux du monde. Enfin, mettons les trois. » Ou encore : « Vous avez tout, la beauté, l'intelligence, l'argent... parce que vous avez l'argent, n'est-ce pas ?

Sinon inutile de continuer. »

C'est lui qui, commandant une armée, se trompe et fait tirer sur ses propres troupes ; à son officier qui le lui fait remarquer, il glisse une pièce en chuchotant : « Que cela reste entre nous. »

C'est lui qui est détective privé ; dans son bureau, entre une jolie fille. « Un homme me suit », dit-elle. Il la détaille, lubrique : « Un seulement ? » La débutante timide se nommait Norma Jean, et son nom d'actrice était Marilyn Monroe.

Ces quelques rappels de gags ne doivent pas faire classer Groucho parmi les phallogocrités enragés : son personnage était, certes, un mélange de muflé et d'obsédé sexuel, mais il ne le montrait nullement sous une forme glorifiante, bien plutôt comme une caricature, une exagération démente.

Le comique des Marx Brothers, dont il fut le grand responsable, se trouve dans une « seconde génération » du filon comique non sensique du cinéma américain. Au début n'était pas le Verbe — bien que la très grande part de l'immigration juive, qui n'a jamais cessé de féconder l'humour américain, eût pu justifier quelque chose de plus biblique. Au début, donc, était Mac Sennett ; le cinéma muet, les « pantomimes » de Chaplin, Keaton, Langdon, Laurel et Hardy, Harold Lloyd.

Le « tournant » du cinéma parlant, après 1928, boule-

verse tout cela : Chaplin rechangera longtemps à s'adapter, les autres le feront difficilement ou disparaîtront.

Le comique essentiellement verbal des Marx, fondé sur un échange extrêmement rapide de répliques non sensiques, perd beaucoup à la traduction, encore plus à cette sorte particulière de traduction qu'impose le sous-titrage d'un film. La langue anglaise est plus condensée que la française ; pour des raisons évidentes d'espace, le sous-titreur d'un film anglais un peu bavard doit donc obligatoirement en laisser perdre. Et si, de plus, il y a des calembours...

De moins en moins, les producteurs hollywoodiens avaient confiance dans la seule vertu comique de leurs vedettes pourtant éprouvées pour soutenir les films ; d'où, dans leurs derniers films, comme dans les derniers Laurel et Hardy, ce mélange de « numéros », de sketches toujours aussi inventifs et éblouissants, et de situations romanesques fades, d'intrigues, de spectacles plus qu'ordinaires, que nous absorbons patiemment.

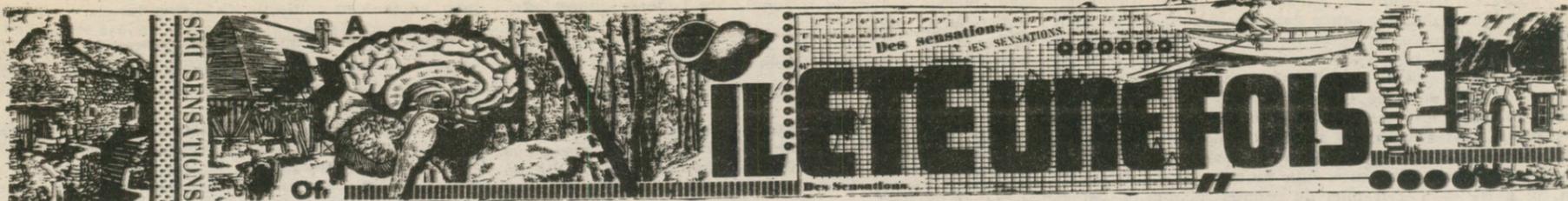
J'évoquais la lignée juive de l'humour américain au cinéma : après Chaplin et les Marx, il y aura Danny Kaye, Jerry Lewis, Woody Allen, Mel Brooks et son gang. Et nous connaissons fort peu les ressources que recèle, sur ce point, la télévision.

Dans cette lignée, les Marx gardent une place privilégiée. Leur nom servit souvent de plaisanterie (tel se disant « marxiste tendance Groucho »). Mais au moment où le vieux Groucho s'en va, pourquoi ne pas rappeler, ici, qu'il fut, il y a peu, parmi ceux qui protestèrent le plus énergiquement contre l'action impérialiste US au Vietnam, et qui soutinrent la lutte des contestataires ? Par bien des côtés, ce clown fut « des nôtres ».

P.L.T.

Petite filmographie marxiste

- 1929 : Cocoanuts (Noix de coco), dirigé par Robert Florey.
- 1930 : Animal Crackers (l'Explorateur en folie).
- 1931 : Monkey Business (Monnaie de singe), dirigé par Norman McLeod.
- 1932 : Horse Feathers (Plumes de cheval).
- 1933 : Duck Soup (La soupe au canard), dirigé par Leo McCarey.
- 1935 : A Night at the Opera (Une nuit à l'Opéra), dirigé par Sam Wood.
- 1937 : A Day at the Races (Un jour aux courses).
- 1938 : Room Service (Panique à l'hôtel).
- 1939 : At the circus (Un jour au cirque).
- 1940 : Go West.
- 1941 : The Big Store (les Marx Brothers aux grands magasins).
- 1946 : A Night in Casablanca (Une nuit à Casablanca).
- 1949 : Love Happy (la Pêche au trésor).



Exposition au Grand Palais, à Paris

«60 ans de peinture soviétique»

La discrétion du bulldozer

Kandinsky

Discrète, l'exposition « 60 ans de peinture soviétique » ! Son humilité ressemble même à une honte mal dissimulée. D'abord par le nombre des œuvres exposées : une centaine de tableaux pour 60 ans et un pays de plus de 200 millions d'habitants, c'est maigre par rapport aux expositions comparables. Mais surtout, c'est la sélection qui est étrange.

Il y a trois grandes périodes dans l'histoire de l'URSS, et auxquelles correspondent très exactement des moments artistiques très différents : de 1917 à 1924, une période de fulgurance de l'art révolutionnaire qui se prolonge tant bien que mal puis s'étouffe dans les dix années suivantes, jusqu'en 1934 où la mise en tutelle de l'art devient stricte sous la loi du « réalisme socialiste ». Celle du stalinisme absolu, de 1934 à 1953. Et celle de l'après-Staline avec sa très mince libéralisation des dogmes esthétiques.

Ruptures dissimulées

Comment allaient faire les bureaucrates des arts pour dissimuler les ruptures de continuité qui dénoncent par elles-mêmes le mythe de la continuité communiste ? Le problème est résolu avec une ruse bien digne des gardes-chiourmes de la culture bureaucratique.

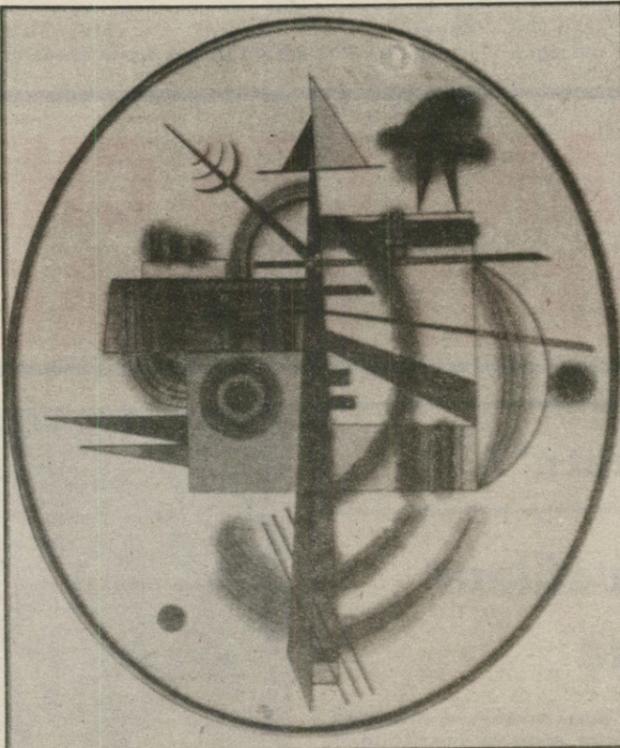
Premier temps : sortir des caves des musées, où elles sont enfouies là-bas, un beau Kandinsky de 1917, deux Malevitch dont un étonnant autoportrait peint en 1933, deux ans avant sa mort, plus un curieux et peu représentatif minuscule Chagall. Les mélanger avec quelques natures-mortes et paysages d'influence cézannienne ou cubiste (dont celle, très belle, d'Oulstova, *Nature morte au pain*, dont la miche et le fusil, en bleu et brun, symbolisent avec finesse et sensibilité), avec aussi une naturaliste *Paysanne en tablier vert* (1927) d'Arkhipov et une *nature morte à la figurine* (1923) de Machkov, à la discrète grivoiserie « Belle époque », et enfin avec le proletkultien *Appoint communiste* (1929) d'osmerkino qui est déjà de la pire imagerie démagogico-mystificatrice. Le tour est

joué : l'avant-garde est noyée, courant parmi d'autres, et qui n'a pas survécu au développement de la révolution, dépassée la pauvre !

On glisse au deuxième temps : réduire les hideurs de la plus noire période, soit la moitié du temps considéré, à un dixième environ des œuvres présentées. En évitant les grandes machines qui réécrivent l'histoire officielle en poses mélodramatiques et teintées brenneuses. Le peu retenu donne tout de même envie de vomir, du portrait de Joukov, dont le plus expressif est la batterie de médailles sur le poitrail, aux héros soviétiques tout en muscles (et uniformes clairs) affrontant des Allemands rachitiques (en sombre) et à l'As, aviateur ennemi tombant sur des pieux de fer, où le patriotisme sanctifie le sadisme.

Et vite l'on passe au troisième temps : la part du lion donnée aux œuvres des deux décennies 60 et 70. Mais las ! la marge nouvelle concédée aux artistes est bien étroite. Certes, l'on peut maintenant à nouveau peindre des paysages et des natures mortes (ce qui permet à Iakolev — né en 1934 — de suggérer beaucoup avec une simple *Petite fenêtre* (1966, pauvre comme la lampe en-deça et la montagne au-delà dans un monochrome crépusculaire gris-brun) ; et les peintres des républiques excentriques ont droit à la naïveté populaire : Akynbekov et ses cavaliers kirghises (dans une *Course à la fille* folkloriquement misogynne), Mirzachvili, Vachtchenko, Djoumabaev, Zaripov (né en 40) avec sa *Beauté de Kazan* (un des deux nus de l'exposition, aussi déséquilibrés l'un que l'autre) et Avetisyan (qui retrouve les couleurs pures du fauvisme pour dire *Là, nous vivions*).

Ce n'est pas là pourtant ce qui domine, mais l'adaptation du « réalisme socialiste » aux besoins nouveaux de l'Etat : non plus la mobilisation pour la production intensive ou la guerre (bien qu'un tableau de Savitsky, de 1972, dans une harmonie chromatique — sa hardiesse ! — montre encore des Russes roux repoussant à mains nues (sic) des Allemands noirs dans les blés d'or) mais la narcose des



bienfaits de la paix russe — sociale aussi — après les souffrances du passé-repoussoir.

Ainsi, le *Cerisier* (1969), de Moïssenko, met l'accent sur la douceur des fruits de la terre-mère à l'abri des armes, dans une technique qui fait parade, ostensiblement, de ses timides libertés, pour aboutir à la hideur totale, natalo-militaro-familiotiste de la *Noce* de S. et A. Thatchev (ils se sont mis à deux pour peindre cette imagerie que refuserait le jury de notre calendrier des postes). Quant à l'histoire, si sa transformation en mythologie inaccessible et fade ne passe plus par la peinture photographique de postures théâtrales (du moins n'en voyons-nous pas ici), un Nikonov nous donne la mesure de sa libération avec un *Smolny, l'état-major d'Octobre*, peint en 1966 (date du procès de Daniel et Siniavski) où l'expressionnisme permet de noyer de vague le Staline qui se tient toujours derrière un Lénine « décidant de tout », mais naturellement saisi le moment où était parti pisser le personnage le moins accessoire de l'état-major qui travaillait en ce lieu à ce moment.

Sauf développement possible de tel ou tel peintre (certains sont encore jeunes), il est évident que la peinture d'URSS n'est pas dans cette enceinte académique. Dans le *Premier cercle*, Soljenitsyne a fait le portrait d'un peintre trouvant enfin une paradoxale liberté dans des œuvres peintes du sein d'une cachette de son lieu d'internement.

La vraie peinture révolutionnaire en URSS, nous savons qu'elle est traitée au bulldozer par les mêmes autorités qui organisent cette exposition. Nous connaissons quelques noms. Nous avons pu voir et verrons encore quelques œuvres « exportées » clandestinement, ou des esquisses, comme au salon de la jeune peinture, voici trois ans (1). En URSS, il n'y a pas la confusion qui existe chez nous : l'académisme ronronnant est d'un côté, la peinture contestataire de l'autre.

Michel Lequenne

(1) Nous en avons fait un compte rendu dans « Critique communiste » n° 2. « 60 ans de peinture soviétique ». Galeries nationales du Grand Palais, Paris, jusqu'au 12 septembre.

Télévision

TF 1

- 13.35 **Léonard de Vinci**
Cette évocation historique de Renato Castellani est le premier épisode d'une émission qui en comprendra cinq. Tous consacrés à la vie de Léonard de Vinci et à ses travaux.
- 16.40 **Pour les jeunes**
- 18.25 **Les mystères de l'ouest (série américaine)**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.40 **Adieu mes quinze ans (feuilleton)**
- 20.00 **Journal**
- 20.30 **Meurtre sans faire-part (1960)**
Drame familial et criminel de Michael Gordon.
- 22.20 **Les grands mystères de la musique**
Maurice Ravel.
- 23.25 **Journal**

A 2

- 15.00 **Le monde en guerre**
La Grande-Bretagne de 1940 à 1944.
- 16.00 **Aujourd'hui madame**
- 16.50 **Les grands détectives**
N° 4 : M. Lecoq (série policière).
- 17.45 **Yao (feuilleton)**
Rediffusion.
- 18.10 **Vacances animées**
- 18.45 **Flash d'information**
- 18.55 **Des chiffres et des lettres**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.45 **En ce temps-là, la joie de vivre**
Jeanne Moreau, Sidney Bechet et quelques autres...
- 20.00 **Journal**
- 20.30 **TV music-hall**
- 21.45 **Un mauvais garçon nommé le Caravage**
Si le titre n'est pas excellent, l'émission peut être intéressante : elle tente de cerner l'important peintre italien que fut Le Caravage, peintre qui prit le contre-pied du bon goût de la Renaissance et introduisit violemment le réalisme de la rue, de la saleté, de la noirceur. Une noirceur éclairée par des clairs-obscurs. Et un peintre qui fut en quelque sorte le précurseur d'un Vélasquez ou d'un Rembrandt.
- 22.25 **Catch à quatre**
- 23.35 **Journal**

FR 3

- 20.00 **Les jeux de vingt heures**
- 20.30 **Cinéma public**
Tora, tora, tora (1970)
Ce film que l'on doit à Richard Fleisher retrace la fameuse attaque de Pearl Harbour. Grandiose, fabuleuse reconstitution historique. Du grand spectacle.
- 22.45 **Journal**

SOUSCRIPTION

Ancien total : 629715,81
Nouvel avoir : 2085,00
Nouveau total : 631800,81

| | |
|--|--------|
| Barbara Paris | 20,00 |
| Télécoms Paris X ^e | 100,00 |
| Y.Z dessins animés Paris X ^e | 15,00 |
| Ex-militant ouvrier Besançon | 100,00 |
| Pour la IV ^e de Marseille à Charleville | 200,00 |
| Animatrice de cité Forbach | 50,00 |
| G.P. Serrières | 100,00 |
| G.T. Honeywell-Bull | 100,00 |
| J.J.M un ex-militant | 100,00 |
| Enseignant Metz | 300,00 |
| C.G. St-Maurice-l'Exil | 150,00 |
| R.R. St-Maurice-l'Exil | 200,00 |
| J.F.L. St-Maurice-l'Exil | 300,00 |
| Ex-militant LCR | 50,00 |
| Ernesto | 50,00 |
| Militant CFDT-PTT Laval | 100,00 |
| C.D.S. P.D. et une militante PC | |
| Persan-Beaumont | 150,00 |

Chèques à l'ordre de la SPN et à l'adresse du journal.

Sélection des programmes TV

Semaine du 22 au 28 août 1977

A VOIR ABSOLUMENT

Vendredi 26 août : 21 h 30, FR 3, Planète Baruya (troisième épisode de la série de Y. Dunlop, C. Lévi-Strauss et M. Godelier sur les arborigènes d'Australie).

Samedi 27 août : 21 h 30, Vint Cinco (l'indépendance du Mozambique, des premiers combats jusqu'à victoire)

NOUS AVONS NOTE AUSSI

Léonard de Vinci, un feuilleton « culturel » de R. Castellani sur TF 1 du lundi au vendredi vers 13 h 35.

Le Monde en guerre : sur A 2, lundi, mardi, mercredi, vendredi, à 15 h.

Vendredi 26 août : 20 h 30 sur TF 1. Le Bougeois gentilhomme de Molière (si vous pensez que la version de J. Le Poulain peut vous intéresser)

Samedi 27 août : à 20 h 30 sur l'A 2, le Mariage de Figaro,

de Beaumarchais (par la Comédie française, mise en scène Jacques Rosner).

Dimanche 28 août : 22 h sur TF 1, Henry Moore (réalisation John Reed).

LES FILMS DE LA SEMAINE

Lundi 22 à 20 h 30, sur FR 3, Tora, Tora, Tora (R. Fleischer, 1970). Mardi 23 août, à 20 h 30 sur l'A 2, la Dernière Croisade (S. Nicolaescu, 1970), à 20 h 30 sur FR 3, la Brigade des cow-boys (W. Hale, 1968)

Mercredi 24 août, à 20 h 30 sur FR 3, Un matin comme les autres (H. King, 1954).

Judi 25 août, à 15 h sur l'A 2, Docteur Jerry et Mister Love (J. Lewis, 1963), à 20 h 30 sur FR 3, la Brigade (R. Gilson, 1974).

Dimanche 28 août, à 17 h 55 sur TF 1, le Château de verre (R. Clément, 1950), à 20 h 30 sur TF 1 Valdez (E. Sherin) et 22 h 30, sur FR 3, The late George Apley (Mankiewicz, 1946)

ABONNEMENT

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

VILLE: CODE POSTAL:

| | Normal | Collectivités | Etranger |
|---------|--------|---------------|----------|
| 3 mois | 110 F | | 180 F |
| 6 mois | 200 F | 140 F | 325 F |
| 12 mois | 400 F | 275 F | 650 F |

Pour les abonnements par avion et sous pli fermé demander les tarifs au service abonnement.

Chèques à l'ordre de « Rouge ». Pour l'étranger, vous êtes priés de payer par mandat international à l'ordre de SPN. Eviter les virements bancaires.

Compter un délai de 15 jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

Faudra-t-il se résoudre, année après année, à commémorer en guise d'impuissance l'anniversaire de ce 21 août 1968, où les troupes du pacte de Varsovie pénétrèrent en Tchécoslovaquie pour geler un printemps avant qu'il ne bourgeoine ? Certains le pensent, et pourtant la résignation n'est pas de mise lorsque l'on connaît la situation réelle du pays, neuf ans après. Ni à Moscou ni à Prague, les bureaucrates n'ont le sentiment d'avoir totalement réussi dans leur entreprise de « normalisation ». Certes, le Parti a été épuré (cinq cent mille membres exclus), certes on ne parle ni n'écrit plus de propos incongrus, certes l'économie tourne (encore que les ratés sont loin d'être négligeables), certes...

Mais depuis neuf ans, l'opposition n'a pas cessé. Même plus, elle s'est renouvelée et enrichie, débouchant, il y a quelques mois, sur un texte maintenant mondialement connu : la Charte 77.

Le gouvernement tchécoslovaque n'a pas épargné ses efforts pour en atténuer la portée : campagnes de presse dans le pays, provocations, agressions (le premier porte-parole de la Charte, Jan Patočka, est mort d'une crise cardiaque après un interrogatoire policier particulièrement long), procès. Certains se sont déjà tenus, discrètement. D'autres sont en préparation et, selon certaines informations, devraient commencer incessamment. Doivent en

effet passer devant le tribunal : Jiri Lederer, journaliste, Ota Ornest, metteur en scène, Frantisek Pavlicek et Vaclav Havel, écrivains. Les deux premiers sont en détention préventive depuis le mois de janvier dernier, les deux derniers y ont été maintenus quelque temps avant d'être relâchés.

Même si l'acte d'accusation ne le mentionne pas explicitement, il n'y a aucun doute possible sur la raison des poursuites contre ces quatre personnes : avoir participé plus ou moins activement à la préparation et à la diffusion de la Charte 77.

Le document dont nous publions ci-dessous de larges extraits est le septième de ceux rendus publics par les initiateurs de la Charte 77. A la date d'aujourd'hui douze documents ont été élaborés. Ils contiennent le texte même de la Charte (document n° 1), des listes de signataires, des appels publics, des lettres à différentes instances du pouvoir tchécoslovaque, des analyses de problèmes précis. Le document n° 7 est certainement l'un des plus intéressants.

Son argument est devenu classique parmi les opposants d'Europe de l'Est. Prenant prétexte d'une loi — ici d'un accord international — signé par l'Etat, les rédacteurs lui confrontent la réalité, point par point. Une certitude s'en dégage : l'accord international signé — il s'agit ici d'un accord sur les droits économi-

ques, sociaux et culturels de la population — n'est qu'un paravent derrière lequel existe une réalité toute différente. Nous le savions déjà, mais il est bon que des opposants tchécoslovaques le démontrent très concrètement, dessinant par là-même le sens de leur opposition et la direction de leur combat.

Ce document, enfin, tranche par rapport aux démarches « classiques » des opposants dans les pays de l'Est. Souvent intellectuels, les opposants se focalisent plus volontiers sur les atteintes à la liberté d'expression. Le caractère subversif de ces revendications n'est plus à démontrer. Mais souvent aussi la coupure entre intellectuels et ouvriers n'en est que plus grande, les derniers n'étant pas d'abord mobilisés par ce débat. Depuis la création du comité de défense des ouvriers polonais, on a vu quel potentiel politique pouvait avoir l'unité d'action entre les intellectuels et des travailleurs. Si en Pologne, la répression contre les initiateurs du comité de défense n'a pas été plus forte qu'elle n'est, c'est d'abord à cause de cette liaison.

Le document n° 7 de la Charte peut jouer cette même fonction. Malgré la répression, les signatures continuent à affluer, débordant largement du cercle de l'opposition dubcekienne pour toucher les milieux de la jeunesse ouvrière. Sans doute l'orientation contenue dans le document ci-dessous n'y est pas étrangère. Tibor Sereti

IL Y A NEUF ANS LES CHARS RUSSES ENTRAIENT A PRAGUE

CHARTRE 77: Le document n° 7

La situation du travailleur tchécoslovaque

Depuis la publication de la Charte, plusieurs observations critiques portant sur les droits économiques et sociaux nous ont été faites. Il nous semble utile de les résumer dans le présent document.

Les deux accords auxquels la Charte fait référence sont fondés sur l'idéal démocratique qui découle des droits de l'homme. Nous estimons utile de souligner que la libération de l'homme par rapport à la misère et à la peur dépend du mouvement ouvrier international, lequel a formulé cet objectif sous sa forme la plus développée. Le mouvement socialiste, en effet, se fixe pour but de créer un monde où les travailleurs ne seront plus obligés de vendre leur force de travail. Mais on ne peut oublier pour autant qu'un travailleur placé dans les conditions où existe un marché du travail doit pouvoir vendre sa force de travail aux conditions les plus avantageuses. Il doit pouvoir travailler, non seulement au sens le plus étroit du

L'un des articles les plus importants de l'accord concerne le droit au travail, lequel doit pouvoir être « choisi ou accepté librement » (article 6). Il n'est pas rare d'entendre qu'en Tchécoslovaquie, le problème ne se pose pas et que, à l'inverse des pays capitalistes, notre pays ne connaît pas le chômage.

Il est vrai que les travailleurs tchécoslovaques vivent dans une situation économique où le chômage visible n'existe pas, bénéficiaires en ce sens d'une situation sociale plus sûre que celle qui existe dans d'autres pays développés. Mais, pour éliminer le chômage, il n'était pas nécessaire d'y mettre un prix tel que l'efficacité de notre économie en soit réduite et que surgisse un important chômage caché (...).

Les femmes aussi

2) L'accord international stipule également qu'une juste rémunération du travail doit pouvoir permettre à la famille du travailleur « une vie décente » (article 7). Une telle conception du salaire dans notre pays est illusoire : ce n'est que très rarement que le salaire d'un travailleur tchécoslovaque lui permet d'assurer une vie décente à sa famille. C'est la raison pour laquelle le pourcentage des

femmes salariées est, dans notre pays, très élevé, probablement l'un des plus élevés du monde. Ce n'est pas par souci d'indépendance, ou pour mieux se réaliser que la femme tchécoslovaque travaille, mais bien parce que le salaire de son mari n'est pas suffisant. Etre salariée dans ces conditions ne constitue pour la femme tchécoslovaque qu'un degré plus profond dans la dépendance, et non l'expression de son émancipation.

S'ajoute à cela la discrimination dont les femmes sont l'objet, tant au niveau de l'emploi qu'elles exercent qu'au niveau du salaire qu'elles perçoivent (...).

La situation sociale des femmes est aggravée encore par la mauvaise qualité générale des services et par leur coût élevé qui n'a cessé d'augmenter. Ces phénomènes datent en fait des débuts du système actuel (1948 : note du traducteur), de même que n'ont pas changé les difficultés d'approvisionnement du marché, même si les marchandises manquent, elles, ont changé. Les organisations féminines officielles ne proposent aucune solution et ne revendiquent rien pour résoudre ces problèmes. Et quand, par hasard, elles font quelque chose, elles le font de façon superficielle, sans faire

terme, mais aussi au sens le plus général, c'est-à-dire avoir la possibilité de choisir son travail, avoir un salaire lui garantissant, à lui et à sa famille, un niveau de vie convenable, pouvoir le négocier ainsi que ses conditions de travail, bénéficier de la liberté d'association et de syndicalisation sur son lieu de travail, pouvoir entreprendre de libres activités.

Toutes ces revendications font partie de l'accord international sur les droits économiques, sociaux et culturels, désormais élément du système législatif tchécoslovaque (loi n° 120/76 Sb).

Bien que d'opinions politiques différentes, les signataires de la Charte 77 estiment positifs les résultats de cet accord international. Après avoir discuté, nous pensons que l'état actuel des droits économiques et sociaux en Tchécoslovaquie nous impose de donner des réponses claires sur ces problèmes. C'est ces dernières que nous voulons commencer à élaborer en publiant le présent document.

jouer leur poids sur le pouvoir législatif ou exécutif. Toute leur énergie est mobilisée à démontrer que le problème de l'émancipation de la femme ne se pose plus en Tchécoslovaquie et que son égalité avec l'homme est assurée. Evidemment, « grâce » aux textes qui régissent le droit d'association, il est impossible de créer une autre organisation pour défendre les intérêts et élargir les droits des femmes.

Des différenciations multiples

3) La discrimination salariale ne s'exerce pas uniquement sur les femmes. Elle porte ses effets sur des groupes entiers de travailleurs, en différenciant les jeunes par rapport aux plus âgés, les travailleurs manuels par rapport aux travailleurs intellectuels, les qualifiés par rapport aux non-qualifiés. Il existe également des différences sensibles suivant l'importance nationale des secteurs concernés (...).

De faux syndicats

4) Non seulement la pratique des syndicats officiels, mais également la législation qui règle l'association syndicale sont en contradiction avec certains articles de l'accord signé par notre pays (...).



cord signé par notre pays (...).

Aujourd'hui, dans les syndicats, ce ne sont ni les ouvriers ni les travailleurs de la base qui décident, mais les appareils économiques ou autres. On a supprimé le rôle qu'ont joué les syndicats durant des dizaines d'années en défendant les intérêts des travailleurs. Et il y a longtemps que l'on a « oublié » qu'immédiatement après la guerre existaient, indépendamment des syndicats, des comités de travailleurs qui les représentaient dans l'entreprise, exerçant un large pouvoir d'autogestion, menant de front des activités politiques et économiques importantes. On oublie même que les comités formés en 1968 n'étaient qu'une sorte de suite à ceux qui existaient immédiatement après mai 1945 (...).

Les syndicats ne cherchent pas à faire participer les travailleurs à l'élaboration de la politique salariale, sur le plan local comme sur le plan national. Ils considèrent comme normal que cette politique soit imposée du sommet, et quand les travailleurs tentent de se défendre, comme en 1974-1975, lors de la réforme du système des rémunérations, contre les atteintes à leurs salaires, les syndicats ne lèvent pas le petit doigt.

Si les travailleurs se mettent en grève (ce qui est plutôt rare à cause de la répression, laquelle est d'ailleurs en contradiction avec le droit de grève), les syndicats les trahissent sans hésiter.

De même, les syndicats tchécoslovaques ne font rien pour arracher au gouvernement un salaire minimum garanti indexé sur l'évolution du coût de la vie. Rien non plus n'est fait pour résoudre les problèmes soulevés par la sécurité du travail ou les conditions générales de la vie des travailleurs. Ce n'est pourtant pas faute d'être sollicités, ou par manque d'informations, qu'ils demeurent passifs. Mais au lieu de lutter pour que les travailleurs parti-

cipent aux grands choix économiques, les syndicats se taisent, portant ainsi leur part de responsabilité dans les prises de décisions bureaucratiques.

Par contre, ils participent à la campagne officielle visant à intensifier le travail, sans répercuter les opinions ni défendre les intérêts des travailleurs dans cette campagne (...).

Il serait irréaliste d'attendre des syndicats tchécoslovaques, devenus partie de l'appareil économique de l'Etat, qu'ils prennent en charge la lutte des travailleurs pour leurs droits et revendications et qu'ils organisent la moindre activité dans ce sens. Néanmoins, cette appréciation ne peut servir d'alibi pour ne rien faire. L'accord international que nous avons évoqué ne stipule-t-il pas que « chaque individu ayant une responsabilité envers les autres et envers la société à laquelle il appartient doit assurer le respect et le développement des clauses de l'accord » ?

Sur tous les fronts

Ces remarques critiques concernant les syndicats auraient pu être élargies et développées. Il pourrait en être de même pour d'autres problèmes, tels ceux posés par la sécurité au travail, les transports, la santé, la vie culturelle, le cadre de vie, la protection de la nature, etc. Ces problèmes ne peuvent être résolus que s'ils cessent d'être secrets et que se développe à leur sujet une discussion publique avec la participation de tous. Les passer sous silence tout en exagérant d'éventuels succès ne peut qu'accentuer les contradictions existantes et aggraver une situation déjà mauvaise. C'est la raison pour laquelle la Charte 77 se fixe pour tâche d'analyser avec les armes de la critique tous les domaines de la vie sociale, économique et culturelle afin

de provoquer une discussion au niveau national.

Nous aurions également pu souligner de nombreux traits positifs, par rapport au passé. Pourtant l'essentiel n'est pas de tenir l'arithmétique des plus et des moins, mais de se déterminer par rapport aux problèmes. Nous considérons ainsi de notre devoir de citoyens d'affirmer notre désaccord avec ceux qui estiment que les besoins sociaux fondamentaux du travailleur tchécoslovaque sont assurés. Nous sommes également en désaccord avec ceux qui disent qu'en assurant le droit au travail, tous les autres droits sont par là même assurés, notamment les droits politiques et les libertés démocratiques. Il est vrai que le travailleur de notre pays ne vend plus sa force de travail sur le marché capitaliste. Mais cela ne veut pas dire que tous ses droits sont automatiquement respectés. Le peuple travailleur seul peut assurer ses intérêts et garantir ses droits. Si cette possibilité lui est limitée, rognée ou même éliminée, par la dépossession de ses droits politiques, il en résulte des tendances négatives à tous les niveaux de la vie socio-économique (...).

Nous voulons rappeler ici, en insistant particulièrement sur ce point, que le but et le sens du socialisme ne sont pas d'assurer seulement les droits sociaux fondamentaux. Ils sont aussi de développer un homme libre, en assurant sa libération au sens le plus profond et le plus riche du terme. Il faudra encore beaucoup d'efforts pour atteindre cet objectif, que nous jugeons de plus en plus importants que ceux que nous avons aujourd'hui ou même, que nous bénéficions de ceux qui garantissent l'accord international sur les droits économiques, sociaux et culturels.

Prague, le 8 mars 1977

• Les intertitres sont de la rédaction de « Rouge ».